

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
MISSION MINISTÉRIELLE  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2020

CONSEIL ÉCONOMIQUE,  
SOCIAL ET  
ENVIRONNEMENTAL



PROGRAMME 126

---

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



## BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

### Patrick BERNASCONI

*Président du Conseil économique, social et environnemental*

Responsable du programme n° 126 : Conseil économique, social et environnemental

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE), force de proposition sur les enjeux majeurs de la société française, permet la représentation au niveau national des organisations professionnelles et un dialogue constructif entre les différents acteurs économiques, sociaux et environnementaux. Malgré la crise sanitaire ayant marqué l'année 2020, grâce à des mesures volontaristes ayant organisé le travail à distance, la priorité constante du Conseil aura été de maintenir sa production à un niveau similaire aux années précédentes. Auront ainsi été publiés 31 avis, études ou résolutions, dont trois sur saisine gouvernementale (saisines obligatoires sur les projets de loi sur le développement solidaire et la lutte contre les inégalités mondiales et sur la programmation pluriannuelle de la recherche) ainsi qu'un avis sur saisine parlementaire (par le Président du Sénat, sur le chômage de longue durée).

Un des aspects marquants de cette mandature aura été la stratégie du Conseil d'expérimenter différentes modalités d'association de la participation citoyenne à ses propres travaux, comme le dispositif de veille active déployé sur les pétitions citoyennes et entraînant des auto-saisines sur des sujets de société majeurs, ou encore le recours à des groupes de citoyennes et de citoyens tirés au sort travaillant en lien avec une commission temporaire composée de membres du Conseil (tel que le groupe citoyen ayant œuvré en appui de la saisine « Générations nouvelles : construire les solidarités de demain », ayant abouti à un avis adopté en juillet 2020).

En outre, dans son attachement à éclairer ses travaux de la parole citoyenne et à rendre ses avis plus efficaces, le CESE a pérennisé le recours, dans le cadre de l'instruction de certaines saisines, à une plate-forme participative, outil qui permet de co-construire avec les internautes les propositions envisagées par les formations de travail. Ainsi en 2020, un travail de veille sur les pétitions citoyennes portant sur le sujet de l'hôpital, en lien avec les mandataires des pétitions, couplé à une plate-forme de consultation numérique dont ont résulté plus de 4 000 propositions, a abouti à l'avis « L'hôpital au service du droit à la santé », adopté en octobre par le Conseil.

De larges pans de la réforme du Conseil portée par la loi organique du 15 janvier 2021, visant à octroyer à l'institution une place renforcée dans le débat public, couplée à un rôle central dans le développement de la démocratie participative, ont déjà été engagés *via* les actions décrites ci-dessus. Il aura également vocation à être un acteur privilégié de réception des pétitions citoyennes, pouvant désormais être dématérialisées et dépassant le seuil de 150 000 signatures avec un droit de pétition ouvert dès 16 ans, ainsi qu'à en assurer l'instruction en vue d'éventuelles auto-saisines susceptibles d'en découler.

Le Conseil poursuivra par ailleurs la conduite de démarches telles que les conventions citoyennes, en s'inspirant de celle sur le climat qui, débutée dès l'automne 2019, s'est échelonnée tout au long de l'année 2020 au rythme de plusieurs sessions de travail regroupant ses 150 membres selon les cas au Palais d'Iéna, à distance ou via un fonctionnement semi-présentiel, et aboutissant au rapport final de la Convention comportant 149 propositions. Ce dispositif a fait en parallèle l'objet d'une évaluation approfondie pour en améliorer les modalités d'organisation, de gouvernance et d'articulation avec les travaux de la société civile organisée.

En ce qui concerne l'exécution budgétaire de l'année 2020, les impacts de la crise sanitaire sur l'activité du Conseil ont pu générer le cas échéant des écarts par rapport à la prévision initiale. Ainsi, des dépenses d'investissement importantes en matière informatique ont-elles été réalisées afin de doter la très grande majorité du personnel en matériel pour permettre un travail à distance totalement opérationnel. A l'inverse, des économies ont été constatées, notamment en matière de frais de déplacement. Concernant la Convention citoyenne pour le climat, une enveloppe dédiée de 4,2 millions € avait été ouverte en 2019. En LFI 2020, le budget du CESE avait été abondé à nouveau de la même somme dans l'hypothèse de la tenue d'une seconde convention. Une partie de ces crédits a servi à couvrir les dépenses complémentaires liées à la Convention climat dont la durée s'est avérée plus longue qu'initialement prévue, le reste des crédits non utilisés ayant été annulés par lettre du 30 octobre 2021 du cabinet du Premier ministre (à hauteur de 2,5 M€ couplée à l'annulation de la réserve de précaution de 0,5 M€).

**RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>OBJECTIF 1</b> | <b>Associer les principales organisations de la société civile à l'élaboration de la politique économique sociale et environnementale de la Nation</b> |
| INDICATEUR 1.1    | Production intellectuelle du CESE  |
| INDICATEUR 1.2    | Activités partenariales  |
| INDICATEUR 1.3    | Diffusion des avis du CESE et mention dans la presse de l'institution et de ses travaux  |
| <b>OBJECTIF 2</b> | <b>Assurer le bon fonctionnement de l'institution</b>  |
| INDICATEUR 2.1    | Assiduité aux réunions   |
| INDICATEUR 2.2    | Fonctionnement   |
| INDICATEUR 2.3    | Gestion environnementale de l'institution  |



## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF

1 – Associer les principales organisations de la société civile à l'élaboration de la politique économique sociale et environnementale de la Nation

## INDICATEUR mission

## 1.1 – Production intellectuelle du CESE

(du point de vue du citoyen)

|                          | Unité | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP 2020 | 2020<br>Prévision<br>actualisée | 2020<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2020 |
|--------------------------|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Nombre d'avis produits   | Nb    | 31                  | 28                  | 30                            | 23                              | 22                  | 30                        |
| Etudes et communications | Nb    | 1                   | 3                   | 5                             | 7                               | 9                   | 5                         |

## Commentaires techniques

Le premier indicateur concerne les avis votés par l'assemblée quel que soit leur mode de saisine (gouvernement, Parlement, pétition citoyenne ou saisine d'initiative). Peuvent s'y ajouter des résolutions, textes courts également votés en plénière ; par différence, le deuxième indicateur concerne les études et documents élaborés en formation de travail (sections, délégations), généralement présentés sans vote en assemblée plénière.

Source des données : CESE

## INDICATEUR

## 1.2 – Activités partenariales

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP 2020 | 2020<br>Prévision<br>actualisée | 2020<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2020 |
|---|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Nombre de colloques et événements institutionnels organisés par le CESE ou en partenariat | Nb    | 200                 | 160                 | 200                           | 140                             | 76                  | 200                       |
| Nombre de personnes ayant participé à un de ces colloques et événements organisés au CESE | Nb    | 50 000              | 41 000              | 50 000                        | 35 000                          | 15 000              | 50 000                    |

## Commentaires techniques

Pour le premier indicateur, le CESE dispose de son propre suivi. En ce qui concerne le nombre de visiteurs, le CESE se base sur les estimations fournies par les organisateurs des différents événements.

Source des données : CESE

## INDICATEUR

## 1.3 – Diffusion des avis du CESE et mention dans la presse de l'institution et de ses travaux

(du point de vue de l'utilisateur)

|   | Unité | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP 2020 | 2020<br>Prévision<br>actualisée | 2020<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2020 |
|---|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Nombre de visiteurs   | Nb    | 400 000             | 475 247             | 430 000                       | 380 000                         | 478 424             | 430 000                   |
| Retombées presse (articles mentionnant le CESE, son Président, ses membres, ses travaux à travers la presse écrite, web et audiovisuelle) | Nb    | 7 973               | 5 616               | 8 500                         | 3 000                           | 2 430               | 8 500                     |

### Commentaires techniques

Sources des données : Pour le nombre de retombées presse, le prestataire qui effectue la revue de presse pour le compte du CESE. Pour le nombre de visiteurs du site internet il s'agit de « Google Analytics »

## ANALYSE DES RÉSULTATS

### Indicateur 1.1

La production du Conseil en 2020 n'a été que peu affectée par la crise sanitaire. Les réunions des assemblées plénières prévues entre les mois de mars et de mai n'ont certes pas pu être organisées en raison de la première période de confinement. Elles ont ensuite repris à leur rythme habituel en présence physique réduite dans le respect des consignes sanitaires, l'organisation des travaux à distance ayant permis à l'ensemble des membres du Conseil de participer aux séances, et même de voter. Le retard pris au début de la pandémie n'a toutefois pas pu être totalement rattrapé, ce qui explique que la production totale des avis se soit élevée à 22, en baisse par rapport aux années précédentes et en dessous de l'objectif initialement fixé (30). En revanche de nombreuses études, surtout comparativement aux années précédentes, ont pu être finalisées en 2020 (9 études et communications contre 3 en 2019). Tout bien considéré, au global l'activité de la fonction consultative est maintenue dans des circonstances difficiles à un niveau similaire à celui des exercices précédents.

La prolongation exceptionnelle du mandat jusqu'au 31 mars 2021, dans l'attente du vote par le Parlement de la nouvelle loi organique régissant le CESE et des décrets qui lui sont liés, va en outre permettre de procéder à l'examen des travaux encore en attente (18 avis sont ainsi programmés pour le seul premier trimestre 2021).

Au total, la production de la mandature actuelle aura été sensiblement plus élevée que celle de la mandature précédente à la même période : 138 travaux (dont 122 avis et assimilés ayant donné lieu à un vote de l'assemblée plénière) contre 124 (dont 110 ayant donné lieu à un vote de l'assemblée plénière) à la fin de l'année 2015. Sur l'ensemble de la mandature en se projetant jusqu'à la fin du mois de mars 2021, 157 travaux devraient avoir été menés à bien (dont 140 ayant donné lieu à un vote de l'assemblée plénière).

### Indicateur 1.2

La crise a eu un impact important sur l'activité événementielle du Palais d'Iéna au cours de l'année 2020, entraînant une baisse sensible du nombre d'événements et de visiteuses et visiteurs. Néanmoins, un protocole sanitaire strict, appuyé sur les recommandations des autorités, a été mis en place pour maintenir autant qu'il était possible l'activité du Palais d'Iéna. Face à la durée de cette crise, les organisateurs d'événements se sont adaptés et ont souvent opté pour un format digital afin de maintenir les événements (installation de plateaux télé et diffusion en direct).

### Indicateur 1.3

Le nombre de visiteuses et visiteurs du site internet du Conseil a été tiré vers le haut malgré la crise sanitaire, en raison des sessions de la Convention citoyenne pour le climat et notamment les rencontres entre ses membres et le Président de la République accompagnées d'un très intense retentissement médiatique. La préparation de la réforme du CESE a également eu un effet positif et permis d'intéresser le grand public à l'institution.

Les retombées presse quant à elles ont malgré tout été moins denses, en particulier en raison de la focalisation des médias sur la crise sanitaire. De plus, l'activité du CESE a malgré tout été ralentie pendant plusieurs semaines durant le premier confinement ce qui a diminué le nombre d'événements susceptibles de provoquer de telles retombées.



**OBJECTIF****2 – Assurer le bon fonctionnement de l'institution****INDICATEUR****2.1 – Assiduité aux réunions**

(du point de vue de l'utilisateur)

|                               | Unité | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP 2020 | 2020<br>Prévision<br>actualisée | 2020<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2020 |
|-------------------------------|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Taux de présence en plénières | %     | 71                  | 71                  | 70                            | 70                              | 67                  | 70                        |
| Taux de présence en sections  | %     | 75                  | 70                  | 75                            | 75                              | 64                  | 75                        |

**Commentaires techniques**

Mode de calcul : les taux de présence en section sont calculés depuis le début de la mandature sur plusieurs sections : certains conseillers choisissent d'être membre de deux sections ; leur présence est décomptée sur une seule section car la simultanéité des réunions peut expliquer leur absence à la deuxième section d'où une surestimation des absences les années précédentes.

Pour la première année, ces taux tiennent compte de la présence physique des membres mais aussi des présences par visioconférence.

Source des données : CESE

**INDICATEUR****2.2 – Fonctionnement**

(du point de vue du contribuable)

|   | Unité | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP 2020 | 2020<br>Prévision<br>actualisée | 2020<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2020 |
|---|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Evolution des dépenses de fonctionnement stricto sensu par membre                       | €     | 20 600              | 28 567              | 21 000                        | 28 500                          | 25 998              | 21 000                    |
| Pourcentage des recettes de valorisation du Palais d'Iena par rapport au budget du CESE | %     | 4,8                 | 5,4                 | 4,5                           | 4,9                             | 5,4                 | 4,5                       |

**Commentaires techniques**

Les dépenses de fonctionnement stricto sensu correspondent aux crédits du titre 3. Le deuxième sous-indicateur vise à mesurer l'apport des recettes de valorisation par rapport au budget du Conseil. Les dépenses effectuées pour l'organisation de la Convention citoyenne sont déduites du budget total du CESE et du calcul des dépenses de fonctionnement, pour éviter de fausser la comparaison d'une année à l'autre.

Source des données : CESE

**INDICATEUR****2.3 – Gestion environnementale de l'institution**

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité        | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP 2020 | 2020<br>Prévision<br>actualisée | 2020<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2020 |
|--|--------------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Bilan carbone des déplacements des membres du CESE | Tonne de CO2 | 1 150               | 1 335               | 1 130                         | 800                             | 618                 | 1 150                     |
| Consommation annuelle de gaz                       | mètre cube   | 130 000             | 140 000             | 123 000                       | 115 000                         | 115 000             | 123 000                   |
| Consommation électrique                            | kWh          | 1 750 000           | 1 724 568           | 1 700 000                     | 1 600 000                       | 1 700 000           | 1 700 000                 |
| Consommation d'eau                                 | mètre cube   | 4 250               | 4 683               | 4 250                         | 4 250                           | 4 180               | 4 250                     |

**Commentaires techniques**

Bilan carbone des déplacements des conseillers : 95% des données sont fournies de façon contractuelle par le prestataire chargé de l'implant-voitures, le solde marginal est calculé par le CESE (carnet de bord des voitures).

En raison de difficulté à relever les compteurs en 2020, la consommation électrique est difficile à estimer mais une baisse par rapport aux prévisions actualisées 2020 est certaine.

Source des données : prestataire et CESE

## ANALYSE DES RÉSULTATS

### Indicateur 2.1

L'estimation des taux a été difficile à réaliser en 2020, en raison de la crise sanitaire qui a perturbé le suivi du présentisme pour le deuxième trimestre et l'analyse groupée des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres pour les formations de travail ainsi que l'arrêt de l'émargement en plénière des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres. Néanmoins, prendre à nouveau en compte la présence par visioconférence a permis d'obtenir une évaluation fiable. La légère baisse de l'assiduité dans les deux domaines trouve sa source dans les perturbations qu'ont pu rencontrer les conseillères et les conseillers dans leurs emplois du temps dans le cadre de la crise sanitaire, qu'il s'agisse de leurs déplacements ou de l'impossibilité de disposer de chambres d'hôtel à Paris.

### Indicateur 2.2

S'agissant de l'évolution des dépenses de fonctionnement stricto sensu par membre, les crédits supplémentaires alloués à l'organisation de la Convention citoyenne pour le climat ont mécaniquement fait augmenter les dépenses de fonctionnement et par conséquent également leur ratio par membre. Cependant, les déplacements des membres représentant un tiers des dépenses de fonctionnement, la baisse de la présence physique des conseillères et des conseillers en raison de la crise sanitaire a eu pour conséquence d'influer à la baisse le premier indicateur.

Concernant le pourcentage des recettes de valorisation rapporté au budget du CESE, ces recettes ont diminué en 2020 en raison de la crise sanitaire, ce qui provoque une légère baisse du ratio. Des efforts importants ont tout de même pallié l'essentiel des effets négatifs attendus et ont permis de rester au-dessus de la cible.

### Indicateur 2.3

La crise sanitaire a eu un effet positif sur les indicateurs liés à la politique de développement durable mise en place par le Conseil en diminuant de moitié le bilan carbone des déplacements de membres, en favorisant la tenue des réunions par visioconférence, et en réduisant l'ensemble de la consommation des fluides. En outre, l'activation d'un mode économique pour le gaz pendant les périodes de fermeture du Palais d'Iéna ont permis d'accentuer ces résultats à la baisse.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS

## 2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Total                   | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|-------------------------------------|--|-------------------------|---|
|   |                                     |  |                         |   |
| 01 – Représentation des activités économiques et sociales | 25 673 838                          | 4 599 164                                | 30 273 002<br>0         | 30 273 002                                |
| 02 – Fonctionnement de l'institution                      | 9 469 241                           | 2 899 480<br>7 337 420                   | 12 368 721<br>7 337 420 | 14 368 721                                |
| 03 – Communication et international                       | 1 090 240<br>36 179 930             | 707 000                                  | 1 797 240<br>36 179 930 | 1 797 240                                 |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                        | <b>36 233 319</b>                   | <b>8 205 644</b>                         | <b>44 438 963</b>       | <b>46 438 963</b>                         |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                   | +217 778                            | +1 960 002                               | +2 177 780              |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                  | -256 561                            | -2 828 226                               | -3 084 787              |   |
| Total des AE ouvertes                                     | 36 194 536                          | 7 337 420                                | 43 531 956              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                            | <b>36 179 930</b>                   | <b>7 337 420</b>                         | <b>43 517 350</b>       |   |

## 2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Total                   | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|-------------------------------------|--|-------------------------|---|
|   |                                     |  |                         |   |
| 01 – Représentation des activités économiques et sociales | 25 673 838                          | 4 599 164                                | 30 273 002<br>0         | 30 273 002                                |
| 02 – Fonctionnement de l'institution                      | 9 469 241                           | 2 899 480<br>7 337 420                   | 12 368 721<br>7 337 420 | 14 368 721                                |
| 03 – Communication et international                       | 1 090 240<br>36 179 930             | 707 000                                  | 1 797 240<br>36 179 930 | 1 797 240                                 |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                         | <b>36 233 319</b>                   | <b>8 205 644</b>                         | <b>44 438 963</b>       | <b>46 438 963</b>                         |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                   | +217 778                            | +1 960 002                               | +2 177 780              |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                  | -256 561                            | -2 828 226                               | -3 084 787              |   |
| Total des CP ouverts                                      | 36 194 536                          | 7 337 420                                | 43 531 956              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                             | <b>36 179 930</b>                   | <b>7 337 420</b>                         | <b>43 517 350</b>       |   |

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## Conseil économique social et environnemental

Programme n° 126 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|-------------------------------------|--|---|--------------------------|
|   |                                     |  |   |                          |
| 01 – Représentation des activités économiques et sociales | 25 402 690                          | 1 699 164                                | 27 101 854                                | 27 101 854<br>0          |
| 02 – Fonctionnement de l'institution                      | 8 781 187                           | 2 899 480<br>7 449 294                   | 11 680 667                                | 13 680 667<br>7 449 294  |
| 03 – Communication et international                       | 749 442<br>39 371 501               | 707 000                                  | 1 456 442                                 | 1 456 442<br>39 371 501  |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                        | <b>34 933 319</b>                   | <b>5 305 644</b>                         | <b>40 238 963</b>                         | <b>42 238 963</b>        |
| <b>Total des AE consommées</b>                            | <b>39 371 501</b>                   | <b>7 449 294</b>                         |   | <b>46 820 795</b>        |

## 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|-------------------------------------|--|---|--------------------------|
|   |                                     |  |   |                          |
| 01 – Représentation des activités économiques et sociales | 25 402 690                          | 1 699 164                                | 27 101 854                                | 27 101 854<br>0          |
| 02 – Fonctionnement de l'institution                      | 8 781 187                           | 2 899 480<br>7 449 294                   | 11 680 667                                | 13 680 667<br>7 449 294  |
| 03 – Communication et international                       | 749 442<br>39 371 501               | 707 000                                  | 1 456 442                                 | 1 456 442<br>39 371 501  |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                         | <b>34 933 319</b>                   | <b>5 305 644</b>                         | <b>40 238 963</b>                         | <b>42 238 963</b>        |
| <b>Total des CP consommés</b>                             | <b>39 371 501</b>                   | <b>7 449 294</b>                         |   | <b>46 820 795</b>        |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                              |                        | Crédits de paiement    |                              |                        |
|---|----------------------------|------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------------|
|   | Consommées*<br>en 2019     | Ouvertes en LFI<br>pour 2020 | Consommées*<br>en 2020 | Consommées*<br>en 2019 | Ouvertes en LFI<br>pour 2020 | Consommées*<br>en 2020 |
| <b>Titre 2 – Dépenses de personnel</b>                    | <b>39 371 501</b>          | <b>36 233 319</b>            | <b>36 179 930</b>      | <b>39 371 501</b>      | <b>36 233 319</b>            | <b>36 179 930</b>      |
| Rémunérations d'activité                                  | 39 371 501                 | 23 445 257                   | 36 179 930             | 39 371 501             | 23 445 257                   | 36 179 930             |
| Cotisations et contributions sociales                     | 0                          | 12 602 937                   | 0                      | 0                      | 12 602 937                   | 0                      |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 0                          | 185 125                      | 0                      | 0                      | 185 125                      | 0                      |
| <b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>               | <b>7 449 294</b>           | <b>8 205 644</b>             | <b>7 337 420</b>       | <b>7 449 294</b>       | <b>8 205 644</b>             | <b>7 337 420</b>       |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 7 449 294                  | 8 205 644                    | 7 337 420              | 7 449 294              | 8 205 644                    | 7 337 420              |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>44 438 963</b>            |                        |                        | <b>44 438 963</b>            |                        |
| Ouvertures et annulations* en titre 2                     |                            | -38 783                      |                        |                        | -38 783                      |                        |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | -868 224                     |                        |                        | -868 224                     |                        |
| <b>Total*</b>   | <b>46 820 795</b>          | <b>43 531 956</b>            | <b>43 517 350</b>      | <b>46 820 795</b>      | <b>43 531 956</b>            | <b>43 517 350</b>      |

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses         | Autorisations d'engagement |                          |                  | Crédits de paiement |                         |                  |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
|                            | Ouvertes en 2019           | Prévues en LFI pour 2020 | Ouvertes en 2020 | Ouverts en 2019     | Prévus en LFI pour 2020 | Ouverts en 2020  |
| Dépenses de personnel      | 238 183                    | 200 000                  | 217 778          | 238 183             | 200 000                 | 217 778          |
| Autres natures de dépenses | 2 143 650                  | 1 800 000                | 1 960 002        | 2 143 650           | 1 800 000               | 1 960 002        |
| <b>Total</b>               | <b>2 381 833</b>           | <b>2 000 000</b>         | <b>2 177 780</b> | <b>2 381 833</b>    | <b>2 000 000</b>        | <b>2 177 780</b> |

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 07/2020           | 217 778                    | 1 960 002        | 217 778             | 1 960 002        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      | <b>217 778</b>             | <b>1 960 002</b> | <b>217 778</b>      | <b>1 960 002</b> |                            |               |                     |               |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                  |                     |                  |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| 30/11/2020        |                            |               |                     |               | 256 561                    | 2 828 226        | 256 561             | 2 828 226        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               | <b>256 561</b>             | <b>2 828 226</b> | <b>256 561</b>      | <b>2 828 226</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |                  |                     |                  |
|----------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                      | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| <b>Total général</b> | <b>217 778</b>             | <b>1 960 002</b> | <b>217 778</b>      | <b>1 960 002</b> | <b>256 561</b>             | <b>2 828 226</b> | <b>256 561</b>      | <b>2 828 226</b> |







## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                        |                          | Crédits de paiement                   |                        |                          |
|---|---------------------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *        | Total<br>y.c. FdC et AdP | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *        | Total<br>y.c. FdC et AdP |
| 01 – Représentation des activités<br>économiques et sociales  | 25 673 838                            | 4 599 164              | 30 273 002<br>0          | 25 673 838                            | 4 599 164              | 30 273 002<br>0          |
| 02 – Fonctionnement de l'institution  | 9 469 241                             | 2 899 480<br>7 337 420 | 14 368 721<br>7 337 420  | 9 469 241                             | 2 899 480<br>7 337 420 | 14 368 721<br>7 337 420  |
| 03 – Communication et international   | 1 090 240<br>36 179 930               | 707 000                | 1 797 240<br>36 179 930  | 1 090 240<br>36 179 930               | 707 000                | 1 797 240<br>36 179 930  |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>36 233 319</b>                     | <b>8 205 644</b>       | <b>44 438 963</b>        | <b>36 233 319</b>                     | <b>8 205 644</b>       | <b>44 438 963</b>        |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  | -38 783                               | -868 224               | -907 007                 | -38 783                               | -868 224               | -907 007                 |
| Total des crédits ouverts   | 36 194 536                            | 7 337 420              | 43 531 956               | 36 194 536                            | 7 337 420              | 43 531 956               |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>36 179 930</b>                     | <b>7 337 420</b>       | <b>43 517 350</b>        | <b>36 179 930</b>                     | <b>7 337 420</b>       | <b>43 517 350</b>        |
| Crédits ouverts - crédits consommés   | +14 606                               |                        | +14 606                  | +14 606                               |                        | +14 606                  |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Les crédits alloués au programme 126 permettent l'exercice par le CESE des missions consultatives qui lui sont confiées par les articles 69 à 71 de la Constitution et par l'ordonnance du 19 décembre 1958. La loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 a élargi à l'environnement le champ de compétence de l'institution. La loi organique du 28 juin 2010 a, en outre, modifié les missions et attributions de l'assemblée ainsi que sa constitution, son organisation et son fonctionnement.

#### Les modalités de gestion

Le programme ne comprend qu'un seul budget opérationnel de programme, piloté par le Président du CESE, agissant par délégation du Bureau, et sous le contrôle des deux questeurs. Par application des articles 4 et 12 du décret n° 2017-934 du 10 mai 2017 relatif au régime administratif et financier du Conseil économique, social et environnemental, pris en application de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958, la comptabilité du CESE comprend trois sections prévoyant et autorisant les dépenses et les recettes relatives :

- 1° Au fonctionnement et à l'investissement du Conseil économique, social et environnemental ;
- 2° A la caisse de retraite des anciens membres du Conseil instituée en application de la loi du 6 janvier 1950 ;
- 3° Au fonds de réserve de la caisse de retraite.

Les opérations d'investissement, compensées en totalité par les recettes de valorisation du Conseil, sont définies et gérées dans un cadre pluriannuel. Le décret du 10 mai 2017 précité a rénové le régime administratif et financier du CESE en mettant celui-ci en cohérence avec la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances (LOLF) et le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Certaines spécificités de l'institution ont toutefois été préservées, en particulier le rôle des questeurs dans l'exécution budgétaire ainsi que celui du trésorier.

Il découle de ces spécificités que le CESE ne dispose pas de Chorus, et qu'ainsi la ventilation des crédits par action présentée dans les tableaux supra (issue du système d'information financier de l'État) ne correspond pas à la réalité.

La ventilation effective des crédits consommés en 2020 est la suivante (en AE et CP) :

- pour l'action n°01 « Représentation des activités économiques et sociales » : 24 766 545 € de titre 2 et 4 133 277 € de titre 3 en AE (4 416 917 € en CP), pour un total de 28 899 823 € en AE (29 183 463 € en CP) ;
- pour l'action n°02 « Fonctionnement de l'institution » : 8 970 397 € de titre 2, 3 557 651 € de titre 3 en AE (3 425 145 € en CP) et 741 202€ de titre 5 en AE (702 074 € en CP) pour un total de 13 269 250 € en AE (13 097 616 € en CP) ;
- pour l'action n°03 « Communication et international » : 690 996 € de titre 2 et 666 532 € de titre 3 en AE (658 891 € en CP), pour un total de 1 357 528 € en AE (1 349 887 € en CP).

Soit une consommation totale de 43 526 601 € en AE (43 630 966 € en CP) dont 34 427 940 € en titre 2, 8 357 461 € en titre 3 en AE (8 500 954 € en CP) et 741 202€ en titre 5 en AE (702 074 € en CP).

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                  |                   | Crédits de paiement |                  |                   |
|-------------|----------------------------|------------------|-------------------|---------------------|------------------|-------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres    | Total             | Titre 2             | Autres titres    | Total             |
| PLF         | 36 233 319                 | 8 205 644        | 44 438 963        | 36 233 319          | 8 205 644        | 44 438 963        |
| Amendements | 0                          | 0                | 0                 | 0                   | 0                | 0                 |
| <b>LFI</b>  | <b>36 233 319</b>          | <b>8 205 644</b> | <b>44 438 963</b> | <b>36 233 319</b>   | <b>8 205 644</b> | <b>44 438 963</b> |

Les crédits n'ont pas été modifiés lors du passage du PLF à la LFI.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Pour l'organisation de la Convention citoyenne pour le climat une enveloppe dédiée de 4,2 M€ avait été ouverte en 2019. En LFI 2020, le budget du CESE avait été abondé à nouveau de la même somme dans l'hypothèse de la tenue d'une seconde convention citoyenne. Cette dernière n'ayant pas eu lieu, seule une partie de ce montant a servi à couvrir les dépenses complémentaires liés à la Convention climat dont la durée s'est avérée plus longue qu'initialement, le reste des crédits non utilisés ayant été annulés par la loi de finances rectificative du 30 novembre 2020 à hauteur de 2 507 392 € et couplé à l'annulation de la réserve de précaution du Conseil (592 000 €).

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les attributions de produits correspondent à l'organisation au CESE de colloques ou d'événements culturels et médiatiques qui permettent à la fois de faire connaître l'institution mais aussi de contribuer à ses investissements et dans une moindre mesure à son fonctionnement. Seulement 76 événements ont été organisés en 2020, un chiffre largement inférieur à 2019 en raison de la crise sanitaire.

Les recettes de valorisation ou de remboursement de frais techniques se sont élevées à 2 177 780 € pour 2020, dont 57% proviennent d'un contrat pluriannuel signé avec un partenaire.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|                          | Autorisations d'engagement |               |         | Crédits de paiement |               |         |
|--------------------------|----------------------------|---------------|---------|---------------------|---------------|---------|
|                          | Titre 2                    | Autres titres | Total   | Titre 2             | Autres titres | Total   |
| Mise en réserve initiale | 181 166                    | 328 226       | 509 392 | 181 166             | 328 226       | 509 392 |
| Surgels                  | 0                          | 0             | 0       | 0                   | 0             | 0       |
| Dégels                   | 0                          | 0             | 0       | 0                   | 0             | 0       |

|   | Autorisations d'engagement |               |         | Crédits de paiement |               |         |
|---|----------------------------|---------------|---------|---------------------|---------------|---------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total   | Titre 2             | Autres titres | Total   |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 181 166                    | 328 226       | 509 392 | 181 166             | 328 226       | 509 392 |

La réserve initiale s'élevait à 592 000 € début 2020. Le 30 octobre 2020, un arbitrage du cabinet du Premier ministre a décidé de l'annulation de la réserve de précaution à hauteur de 592 000 €.

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

### EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois  | Transferts de gestion 2019<br>(1) | Réalisation 2019<br>(2) | LFI + LFR 2020<br>(3) | Transferts de gestion 2020<br>(4) | Réalisation 2020<br>(5) | Écart à LFI + LFR 2020 (après transferts de gestion)<br>(5 - (3 + 4)) |
|----------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1134 – Catégorie A + | 0,00                              | 17,68                   | 18,00                 | 0,00                              | 18,42                   | +0,42   |
| 1135 – Catégorie A   | 0,00                              | 22,34                   | 21,00                 | 0,00                              | 24,04                   | +3,04   |
| 1136 – Catégorie B   | 0,00                              | 17,36                   | 22,00                 | 0,00                              | 16,58                   | -5,42   |
| 1137 – Catégorie C   | 0,00                              | 61,96                   | 66,00                 | 0,00                              | 60,96                   | -5,04   |
| 1138 – Contractuels  | 0,00                              | 29,35                   | 27,00                 | 0,00                              | 32,75                   | +5,75   |
| <b>Total</b>         | <b>0,00</b>                       | <b>148,69</b>           | <b>154,00</b>         | <b>0,00</b>                       | <b>152,75</b>           | <b>-1,25</b>  |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois  | Mesures de périmètre en LFI<br>(6) | Mesures de transfert en LFI<br>(7) | Corrections techniques<br>(8) | Impact des schémas d'emplois pour 2020<br>(5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2019 sur 2020 | dont impact du schéma d'emplois 2020 sur 2020 |
|----------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1134 – Catégorie A + | 0,00                               | 0,00                               | +1,16                         | -0,42   | +0,83  | -1,25   |
| 1135 – Catégorie A   | 0,00                               | 0,00                               | +0,37                         | +1,33   | +0,83  | +0,50   |
| 1136 – Catégorie B   | 0,00                               | 0,00                               | -1,53                         | +0,75   | +1,67  | -0,92   |
| 1137 – Catégorie C   | 0,00                               | 0,00                               | -1,08                         | +0,08   | -0,25  | +0,33   |
| 1138 – Contractuels  | 0,00                               | 0,00                               | +0,40                         | +3,00   | +6,50  | -3,50   |
| <b>Total</b>         | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                        | <b>-0,68</b>                  | <b>+4,74</b>  | <b>+9,58</b>   | <b>-4,84</b>                                  |

La consommation totale du plafond d'emplois en 2020 s'élève à 152,75 ETPT dont 4,63 ETPT au titre de l'organisation de la convention citoyenne pour le climat. Les corrections techniques se rapportent aux promotions internes organisées en 2019.

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi   | Sorties      | <i>dont départs en retraite</i> | Mois moyen des sorties | Entrées      | <i>dont primo recrutements</i> | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois |               |
|----------------------|--------------|---------------------------------|------------------------|--------------|--------------------------------|------------------------|------------------|---------------|
|                      |              |                                 |                        |              |                                |                        | Réalisation      | Prévision PAP |
| 1134 – Catégorie A + | 3,00         | 1,00                            | 8,00                   | 0,00         | 0,00                           | 0,00                   | -3,00            | 0,00          |
| 1135 – Catégorie A   | 5,00         | 1,00                            | 7,00                   | 3,00         | 0,00                           | 1,00                   | -2,00            | 0,00          |
| 1136 – Catégorie B   | 2,00         | 0,00                            | 7,00                   | 1,00         | 0,00                           | 12,00                  | -1,00            | 0,00          |
| 1137 – Catégorie C   | 2,00         | 1,00                            | 5,00                   | 2,00         | 0,00                           | 3,00                   | 0,00             | 0,00          |
| 1138 – Contractuels  | 18,00        | 0,00                            | 7,00                   | 11,00        | 0,00                           | 7,00                   | -7,00            | +4,00         |
| <b>Total</b>         | <b>30,00</b> | <b>3,00</b>                     |                        | <b>17,00</b> | <b>0,00</b>                    |                        | <b>-13,00</b>    | <b>+4,00</b>  |

L'écart constaté entre la prévision et la réalisation 2020 a été causé par la crise sanitaire: en effet, le mandat de la convention citoyenne a été prolongé de deux puis de six mois, et certaines opérations de recrutement ont été allongées, créant de la vacance frictionnelle. Certains agents contractuels ont dû être recrutés pour remplacer des titulaires, partis ou en congés maladie

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

| Service                 | Prévision LFI | Réalisation   | <i>dont mesures de transfert</i> | <i>dont mesures de périmètre</i> | <i>dont corrections techniques</i> | ETP au 31/12/2020 |
|-------------------------|---------------|---------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------|
|                         | ETPT          | ETPT          |                                  |                                  |                                    |                   |
| Administration centrale | 154,00        | 152,75        | 0,00                             | 0,00                             | -0,68                              | 144,98            |
| <b>Total</b>            | <b>154,00</b> | <b>152,75</b> | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                      | <b>-0,68</b>                       | <b>144,98</b>     |

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Prévision LFI | Réalisation   |
|---|---------------|---------------|
|   | ETPT          | ETPT          |
| 01 – Représentation des activités économiques et sociales | 57,00         | 52,82         |
| 02 – Fonctionnement de l'institution                      | 85,00         | 92,01         |
| 03 – Communication et international                       | 12,00         | 7,92          |
| <b>Total</b>  | <b>154,00</b> | <b>152,75</b> |
| Transferts en gestion                                     |               | 0,00          |

## RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2019-2020 : 2

Pour l'année scolaire 2019-2020, deux apprenties étaient présentes au CESE :

- une au Secrétariat général ;

- une au Cabinet du Président.

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'indicateur est calculé sur la base du ratio entre le nombre de personnels gestionnaires ou « effectifs gérants » et les effectifs « gérés » inclus dans le plafond d'emplois autorisé en LFI :

- au dénominateur, sont pris en compte les effectifs physiques sous plafond « intégralement gérés » par la direction des ressources humaines. Ne sont pas intégrés les agents sous plafond en position de détachement entrant ou de mise à disposition sortante, qui ne sont considérés que comme partiellement gérés, bien que pris en charge par les juridictions financières pour leur rémunération, avancement, promotion, formation, action sociale, etc.

- au numérateur, sont comptabilisés les effectifs « gérants » (6,80 ETP avant retraitement) de l'ensemble des personnels, sous et hors plafond d'emplois, intégralement ou partiellement gérés.

Pour rendre compte dans le calcul du ratio des spécificités de la gestion des ressources humaines, un coefficient de 78,01 % correspondant aux seuls effectifs gérés inclus dans le plafond d'emplois a été appliqué aux effectifs « gérants », afin de tenir compte notamment des personnels accueillis en détachement entrant (37 agents, soit près d'un quart du plafond d'emplois autorisé).

Il convient de préciser que le Conseil économique, social et environnemental assure l'intégralité de la fonction paie, au-delà des opérations de préliquidation de la paie. La gestion des 150 citoyens sélectionnés dans le cadre de la convention citoyenne pour le climat n'est pas non plus prise en compte.

Enfin, l'indicateur ne prend pas en compte :

- la gestion des conseillers (paiement des indemnités, de la retraite, suivi administratif),
- la gestion des 150 citoyens sélectionnés dans le cadre de la convention citoyenne pour le climat (suivi administratif, paiement des indemnités)

Le numérateur ainsi retraité porte les effectifs « gérants » à 5,30 ETP.

|   |             | Effectif intégralement gérés (inclus dans le plafond d'emplois) |
|---|-------------|---|
| <b>Effectifs gérant en ETP</b>                          | <b>5,30</b> | <b>3,56%</b>  |
| administrant et gérant                                  | 3,04        | 2,04%   |
| organisant la formation                                 | 0,55        | 0,37%   |
| consacrés aux conditions de travail                     | 0,47        | 0,31%   |
| consacrés au pilotage et à la politique des compétences | 1,25        | 0,84%   |

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie  | Exécution 2019    | Prévision LFI 2020 | Exécution 2020    |
|--|-------------------|--------------------|-------------------|
| <b>Rémunération d'activité</b>                                 | <b>39 371 501</b> | <b>23 445 257</b>  | <b>36 179 930</b> |
| <b>Cotisations et contributions sociales</b>                   |                   | <b>12 602 937</b>  |                   |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions :                    |                   | 2 921 096          |                   |
| – Civils (y.c. ATI)  |                   | 2 921 096          |                   |
| – Militaires   |                   |                    |                   |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)       |                   |                    |                   |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) |                   |                    |                   |
| Cotisation employeur au FSPOEIE                                |                   |                    |                   |
| Autres cotisations   |                   | 9 681 841          |                   |
| <b>Prestations sociales et allocations diverses</b>            |                   | <b>185 125</b>     |                   |
| <b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>                       | <b>39 371 501</b> | <b>36 233 319</b>  | <b>36 179 930</b> |

| Catégorie                                | Exécution 2019    | Prévision LFI 2020 | Exécution 2020    |
|--|-------------------|--------------------|-------------------|
| <b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b> | <b>39 371 501</b> | <b>33 312 223</b>  | <b>36 179 930</b> |
| <i>FdC et AdP prévus en titre 2</i>      |                   | 200 000            |                   |

Les crédits afférents au CAS Pensions ont été consommés à hauteur de 2 814 524€. La légère sous-consommation (-119 571€) est essentiellement due au recours à des agents contractuels dans l'attente du recrutement de titulaires; Parmi les dépenses de prestations sociales, les allocations d'aide au retour à l'emploi ont représenté un montant de 68 467 € au bénéfice de cinq agents.

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions |              |
|---|--------------|
| <b>Socle d'exécution 2019 retraitée</b>                                 | <b>34,89</b> |
| Exécution 2019 hors CAS Pensions  | 39,37        |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2020/ 2019              |              |
| Débasage de dépenses au profil atypique :                               | -4,48        |
| – GIPA  |              |
| – Indemnisation des jours de CET  | -0,03        |
| – Mesures de restructuration  |              |
| – Autres dépenses de masse salariale                                    | -4,45        |
| <b>Impact du schéma d'emplois</b>                                       | <b>0,21</b>  |
| EAP schéma d'emplois 2019   | 0,61         |
| Schéma d'emplois 2020   | -0,40        |
| <b>Mesures catégorielles</b>  | <b>0,02</b>  |
| <b>Mesures générales</b>  | <b>0,00</b>  |
| Rebasage de la GIPA   | 0,00         |
| Variation du point de la fonction publique                              |              |
| Mesures bas salaires  |              |
| <b>GVT solde</b>  | <b>0,02</b>  |
| GVT positif   | 0,12         |
| GVT négatif   | -0,10        |
| <b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>              | <b>0,92</b>  |
| Indemnisation des jours de CET  | 0,03         |
| Mesures de restructurations   |              |
| Autres rebasages  | 0,89         |
| <b>Autres variations des dépenses de personnel</b>                      | <b>0,12</b>  |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23             | 0,12         |
| Autres variations   |              |
| <b>Total</b>  | <b>36,18</b> |

La ligne Autres de la rubrique «Autres variations des dépenses de personnel» correspond à la constatation des divers mouvements effectués dans le cadre de la Caisse de retraite des anciens membres (liquidation de nouvelles retraites ou suppression de celles-ci en cas de décès) et pour 2020 à la rémunération des citoyens dans le cadre de la convention citoyenne pour le climat 349 547 €.

**Le montant des crédits mis à disposition du CESE en 2020 est de 36 539 989 € euros.**

Les consommations réalisées ont été les suivantes :

- 8 024 680 € au titre de la Caisse de retraites des anciens membres ;
- 11 931 854 € pour les indemnités des membres et des personnalités associées ;

- 14 185 822 € au titre des rémunérations des agents du CESE dont 2 801 524€ pour le CAS pensions.

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois  | Coût moyen chargé HCAS |             |                | dont rémunérations d'activité |             |                |
|----------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
|                      | Coût d'entrée          | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée                 | Coût global | Coût de sortie |
| 1134 – Catégorie A + | 0                      | 117 388     | 110 065        | 0                             | 106 762     | 99 835         |
| 1135 – Catégorie A   | 64 885                 | 75 064      | 78 318         | 58 590                        | 68 077      | 70 996         |
| 1136 – Catégorie B   | 56 889                 | 64 330      | 45 796         | 52 011                        | 58 747      | 41 285         |
| 1137 – Catégorie C   | 43 125                 | 52 757      | 35 890         | 38 826                        | 47 892      | 32 269         |
| 1138 – Contractuels  | 38 891                 | 73 166      | 39 661         | 28 250                        | 54 034      | 29 024         |

## MESURES CATÉGORIELLES

| Catégorie ou intitulé de la mesure            | ETP concernés | Catégories               | Corps                           | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2020 | Coût          | Coût en année pleine |
|---|---------------|--------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|---------------|----------------------|
| Mesures statutaires                           |               |                          |                                 |                                       |                                     | 16 503        | 16 503               |
| Mise en oeuvre des mesures catégorielles 2020 | 19            | Catégorie A; Catégorie C | Administrateur adjoint; Adjoint | 01-2020                               | 12                                  | 16 503        | 16 503               |
| <b>Total</b>                                  |               |                          |                                 |                                       |                                     | <b>16 503</b> | <b>16 503</b>        |

Pour rappel, le montant des mesures catégorielles en LFI 2020 s'élevait à 22 015 €.

## ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses  | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total          |
|-------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Restauration      | 150                     | 98 807              |                     | <b>98 807</b>  |
| Famille, vacances | 7                       | 270                 |                     | <b>270</b>     |
| Autres            | 60                      | 16 401              |                     | <b>16 401</b>  |
| <b>Total</b>      |                         | <b>115 478</b>      |                     | <b>115 478</b> |

La ligne «Autres» comprend les dépenses d'action sociale spécifique au CESE dans le cadre de l'accompagnement de ses personnels ou de leurs enfants pour leur scolarité.

## COÛTS SYNTHÉTIQUES

### INDICATEURS IMMOBILIERS

| Nature  | Repère | Libellé      | Unité          | Administration centrale 2020 |
|---------|--------|--------------|----------------|------------------------------|
| Surface | 1      | SHON du parc | m <sup>2</sup> | 17488                        |

|                        |    |  |                    |           |           |
|------------------------|----|--|--------------------|-----------|-----------|
|                        | 2  | SUB du parc  | m <sup>2</sup>     | 12982     |           |
|                        | 3  | SUN du parc  | m <sup>2</sup>     | 3435      |           |
|                        | 4  | SUB du parc domanial   | m <sup>2</sup>     |           |           |
|                        | 5  | Ratio SUB/SHON   | %                  | 74        |           |
|                        | 6  | Effectif ETPT  | nb                 | 154       |           |
| <b>Occupation</b>      | 7  | Ratio SUN / Poste de travail                                       | m <sup>2</sup> /PT | 22        |           |
|                        | 8  | Coût de l'entretien courant  | €                  | 463 661 € |           |
|                        | 9  | Ratio entretien courant / SUB                                      | €/m <sup>2</sup>   | 36 €      |           |
| <b>Entretien lourd</b> | 10 | Coût de l'entretien lourd* (parc domanial et quasi-proprété)       | €                  | AE        | 125 042 € |
|                        |    |  |                    | CP        | 125 042 € |
|                        | 11 | Coût de l'entretien lourd* / SUB (parc domanial et quasi-proprété) | €/m <sup>2</sup>   | AE        | 10 €      |
|                        |    |  |                    | CP        | 10 €      |



DÉPENSES PLURIANNUELLES

---

### SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2020  | CP 2020   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2020 *<br>(E1)<br><b>7 337 420</b>                                    | CP ouverts en 2020 *<br>(P1)<br><b>7 337 420</b>  |
| AE engagées en 2020<br>(E2)<br><b>7 337 420</b>                                      | CP consommés en 2020<br>(P2)<br><b>7 337 420</b>  |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2020<br>(E3)<br><b>0</b>                    | dont CP consommés en<br>2020 sur engagements<br>antérieurs à 2020<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2020<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>0</b> | dont CP consommés<br>en 2020 sur<br>engagements 2020<br>(P4)<br><b>7 337 420</b>                |

#### RESTES À PAYER

|  |   |  |   |  |
|--|---|--|---|--|
| Engagements ≤ 2019 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2019 brut<br>(R1)<br><b>0</b>                         |   |  |   |  |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2019<br>(R2)<br><b>0</b>   |   |  |   |  |
| <b>Engagements ≤ 2019 non<br/>couverts par des<br/>paiements<br/>au 31/12/2019 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>0</b></b> | – | CP consommés en 2020<br>sur engagements<br>antérieurs à 2020<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2019 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2020<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>0</b>  |
| AE engagées en 2020<br>(E2)<br><b>7 337 420</b>  | – | CP consommés en 2020<br>sur engagements 2020<br>(P4)<br><b>7 337 420</b>                   | = | Engagements 2020 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2020<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>  |
|  |   |  |   | <b>Engagements non<br/>couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2020<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>0</b></b>  |
|  |   |  |   | Estimation des CP 2021<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2020<br>(P5)<br><b>0</b>  |
|  |   |  |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2021<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2020<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2020 + reports 2019 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

NB : le CESE ne disposant pas de Chorus, les chiffres indiqués dans cet échéancier ne reflètent pas la réalité du caractère pluriannuel de la dépense.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION

## 01 – Représentation des activités économiques et sociales

| Action / Sous-action                                      | Autorisations d'engagement |               |                        | Crédits de paiement |               |                        |
|---|----------------------------|---------------|------------------------|---------------------|---------------|------------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total                  | Titre 2             | Autres titres | Total                  |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation       |                            |               |                        |                     |               |                        |
| 01 – Représentation des activités économiques et sociales | 25 673 838                 | 4 599 164     | <b>30 273 002</b><br>0 | 25 673 838          | 4 599 164     | <b>30 273 002</b><br>0 |

Le CESE peut être saisi par le Gouvernement et le Parlement de toute question à caractère économique, social et environnemental ; il donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret, ainsi que sur les propositions de loi qui lui sont soumises.

Le Gouvernement doit en outre consulter le CESE sur les projets de loi de programmation à caractère économique, social et environnemental et peut le consulter sur ceux définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Le CESE peut également être saisi par voie de pétition citoyenne.

En 2020, une priorité constante du Conseil et qui s'est révélée particulièrement prégnante à partir du déclenchement de la crise aura été de maintenir sa production intellectuelle à un niveau similaire aux années précédentes. Ainsi le nombre d'avis, études et communications produits est-il resté globalement stable sur la période, avec en proportion un moindre nombre d'avis et un volume accru d'études et communications.

Depuis le début de la mandature en cours, le CESE a adopté 31 avis sur saisine gouvernementale et 3 sur saisine parlementaire sur un total de 122 avis, soit environ 25% des saisines. En 2020 sur saisine d'initiative (auto-saisine), il a émis 27 avis et résolutions (dont 19 avis et 8 résolutions).

Le Président de la République a confié en avril 2019 au CESE la mise en place et le suivi de la première convention citoyenne, sur le thème du climat. A ce titre, le CESE avait reçu 4,2 M€ imputés sur l'action 1 dans un centre budgétaire particulier. En LFI 2020, le budget du CESE avait été abondé à nouveau de la même somme dans l'hypothèse de la tenue d'une seconde convention. Cette seconde convention n'ayant finalement pas eu lieu, une partie de ces crédits, à hauteur de 1 610 000 €, a servi à assurer le financement de la Convention citoyenne pour le climat qui s'est finalement étalée sur l'année 2020.

Les spécificités du CESE font que lors des retraits dans Chorus, les ventilations de crédits par action présentées dans les tableaux ne correspondent pas à la réalité.

Pour l'action 1 :

Titre 2 : 24 766 545 €

Titre 3 : 4 133 277 € en AE et 4 416 917 € en CP

pour un total de 28 899 823 € en AE et 29 183 463 € en CP.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |             | Crédits de paiement              |             |
|---|----------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 25 673 838                       |             | 25 673 838                       |             |
| Rémunérations d'activité                                  | 15 940 792                       |             | 15 940 792                       |             |
| Cotisations et contributions sociales                     | 9 670 210                        |             | 9 670 210                        |             |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 62 836                           |             | 62 836                           |             |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 4 599 164                        |             | 4 599 164                        |             |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 4 599 164                        |             | 4 599 164                        |             |
| <b>Total</b>  | <b>30 273 002</b>                |             | <b>30 273 002</b>                |             |

Les dépenses de l'action 1 en 2020 ont augmenté par rapport à l'exécution 2019 en raison de l'organisation de la Convention citoyenne pour le climat qui a eu lieu tout au long de l'exercice. Cela a influé à la hausse sur les dépenses de fonctionnement.

À l'exception des dépenses de personnel affectées à l'action 1, les consommations de l'action correspondent généralement à deux catégories (titre 3) : d'une part les déplacements des membres (80% des dépenses), d'autre part les coûts de confection et de valorisation des travaux consultatifs (20% des dépenses). Néanmoins, la réduction du nombre de déplacements des membres en raison de la crise sanitaire, dont l'économie se chiffre à 852 660 € par rapport à 2019, limite la part de cette dépense dans l'action 1 à 35%.

Les dépenses affectées à l'action 1 en fonctionnement sont donc finalement inférieures à la prévision en LFI 2020.

## ACTION

## 02 – Fonctionnement de l'institution

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |                        |                                       | Crédits de paiement |                        |                                       |
|--------------------------------------|----------------------------|------------------------|---------------------------------------|---------------------|------------------------|---------------------------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres          | Total                                 | Titre 2             | Autres titres          | Total                                 |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |                        |                                       |                     |                        |                                       |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |                        |                                       |                     |                        |                                       |
| 02 – Fonctionnement de l'institution | 9 669 241                  | 4 699 480<br>7 337 420 | <b>14 368 721</b><br><b>7 337 420</b> | 9 669 241           | 4 699 480<br>7 337 420 | <b>14 368 721</b><br><b>7 337 420</b> |

Pour les mêmes raisons qu'évoqué dans l'action 1 la ventilation de l'action 2 n'est pas reprise correctement dans Chorus.

Elle est la suivante en réalisation :

Titre 2 : 8 970 397 €

Titre 3 : 3 557 651 € en AE et 3 425 145 € en CP

Titre 5: 741 202 € en AE et 702 074 € en CP

pour un total de 13 269 250 € en AE et 13 097 616 € en CP.

Sur l'action 2 « Fonctionnement de l'institution », l'exécution 2020 est plus élevée que la LFI avec un écart de 900 529€ en AE et 728 895 € en CP. En raison de la crise sanitaire, des dépenses d'investissement notamment informatiques ont été indispensables pour veiller à la continuité d'activité de l'institution. Certaines dépenses d'investissement ont elles été accélérées en raison de la crise sanitaire. Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement sur l'action 2 sont plus élevées que la prévision initiale. En effet, la part des dépenses de titre 3 réaffectée aux investissements a augmenté en 2020 pour financer des investissements d'équipement informatique, la sécurisation des plafonds Perret, la rénovation de bureaux et le changement des stores de la salle hypostyle. Les dépenses d'investissement sont financées en totalité par des attributions de produits.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                  | Crédits de paiement              |                  |
|---|----------------------------------|------------------|----------------------------------|------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 9 669 241                        |                  | 9 669 241                        |                  |
| Rémunérations d'activité                                  | 6 929 648                        |                  | 6 929 648                        |                  |
| Cotisations et contributions sociales                     | 2 629 930                        |                  | 2 629 930                        |                  |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 109 663                          |                  | 109 663                          |                  |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 3 299 480                        | 7 337 420        | 3 299 480                        | 7 337 420        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 3 299 480                        | 7 337 420        | 3 299 480                        | 7 337 420        |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       | 1 400 000                        |                  | 1 400 000                        |                  |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 1 400 000                        |                  | 1 400 000                        |                  |
| <b>Total</b>  | <b>14 368 721</b>                | <b>7 337 420</b> | <b>14 368 721</b>                | <b>7 337 420</b> |

## ACTION

## 03 – Communication et international

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |                         | Crédits de paiement     |               |                         |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|-------------------------|-------------------------|---------------|-------------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total                   | Titre 2                 | Autres titres | Total                   |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |                         |                         |               |                         |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |                         |                         |               |                         |
| 03 – Communication et international  | 1 090 240<br>36 179 930    | 707 000       | 1 797 240<br>36 179 930 | 1 090 240<br>36 179 930 | 707 000       | 1 797 240<br>36 179 930 |

Les dépenses de communication sont prépondérantes dans cette action (90%).

À noter toutefois, la baisse importante des dépenses des relations internationales en raison de la crise sanitaire qui a limité les rencontres physiques et les déplacements professionnels hors de France.

Les dépenses sont de 690 996 € de titre 2 et 666 532 € de titre 3 en AE (658 891 € en CP), pour un total de 1 357 528€ en AE (1 349 887 € en CP).

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                   | Crédits de paiement              |                   |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 1 090 240                        | 36 179 930        | 1 090 240                        | 36 179 930        |
| Rémunérations d'activité                                  | 774 817                          | 36 179 930        | 774 817                          | 36 179 930        |
| Cotisations et contributions sociales                     | 302 797                          |                   | 302 797                          |                   |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 12 626                           |                   | 12 626                           |                   |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 707 000                          |                   | 707 000                          |                   |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 707 000                          |                   | 707 000                          |                   |
| <b>Total</b>  | <b>1 797 240</b>                 | <b>36 179 930</b> | <b>1 797 240</b>                 | <b>36 179 930</b> |

